

10 Société et Culture

Baccalauréat 2018/Séries du tertiaire et l'industriel

Les "technos" passent le Bac avec des équipements obsolètes

R.H.A

Libreville/Gabon

POUR les candidats au baccalauréat du tertiaire et de l'industriel, particulièrement ceux des séries technologique et professionnelle, la logistique est au point, même si on a pu constater beaucoup de désagréments qui ne dateraient pas d'aujourd'hui. Les manquements sont énormes et impactent sur le bon déroulement des épreuves, à en croire les inspecteurs et enseignants affectés dans les différents centres. Le matériel mis à la disposition des candidats ayant une phase pratique, notamment dans les filières génie élec-



Photo : F. M. MOMBO

Le département mécanique du lycée technique fonctionne avec 3 machines sur les 60 devenus trop vétustes et donc inexploitable.

tronique, mécanique option productique, serait d'un autre âge.

"Ce sont des équipements qui datent de 1978. Ils sont complète-

ment usés. Le laboratoire du LTNOB est désuet et sous-équipé. Tout

est à changer ici. Cette désuétude ne facilite pas la formation des élèves.

Pour l'examen, nous avons dû faire du "rafistolage", nous a confié un inspecteur affecté au centre des Sciences et technologies industrielles (STI). Et un autre de renchérir : "pour cette année nous avons un seul poste de travail pour 23 candidats. Chacun doit passer 03h sur le poste avant d'être évalué alors qu'on ne nous accorde que 3 jours. Il arrive qu'on finisse à 23h parce que tous les candidats doivent finir". À noter que cette branche compte 7 baccalauréats pour 18 options ou séries. Le lycée technique national Omar Bongo, compte en tout 6 centres d'exams.

Vient de paraître

La production scientifique au Gabon : mythe ou réalité ?

La recherche scientifique existe-t-elle au Gabon ? Si oui, quels en sont la teneur, la portée, les auteurs, les résultats et les perspectives ? Voilà les questions centrales sur lesquelles se sont penchés les différents contributeurs de l'ouvrage collectif, « Production scientifique au Gabon : tentative de réponse aux questionnements sociaux », publié sous la direction de Marcelle Ibinga et Mexcent Zue Elibiyo, aux éditions Publibook, en 275 pages. Instructif.

LE projet-programme de ce collectif est ambitieux. Il vient répondre à une question que nombre de citoyens se posent : les chercheurs gabonais font-ils vraiment de la recherche ? Les contributeurs de cet ouvrage (Mexcent Zue Elibiyo, Anasthasie Obono Mba, Rufin Didzambou, Roger Mboumba Mbina, Irène Mengue Mboulou, Marie Rose Ova Allogo, Pélagie Mouyivou Bongo, Liliane Ogowet, Fanta Maïga, Marcelle Ibinga, Yvette Moussounda, Alphonse-Donald Nze-Waghe, Georges Moussavou, Aimé-Jhustelin Abogo Mebale, Romaric Franck Quentin De Mongaryas et Hilaire Ndzang Nyangone), tous des chercheurs - doublés de la casquette d'enseignants -, répondent par l'affirmative, dans un élan collectif, quand bien même chacun se serait orienté dans une spécification de cette problématique, eu égard à l'objet de son étude.

A lire nombre de ces contributeurs, la recherche au Gabon, bien qu'effective, souffre encore de certaines faiblesses : déficits financiers, limites dans la publication et la diffusion des travaux, problèmes en rapport avec une meilleure visibilité... Ces points faibles impactent inévitablement le rendement des chercheurs, au-delà de leur savoir-faire et de leur bonne volonté.

La recherche au Gabon n'est donc pas un mythe, ainsi que le soutient l'étude de

l'un des coordinateurs du collectif, Zue Elibiyo. Il s'agirait plutôt de rendre cette recherche visible après lui avoir fourni les moyens de son expression et de son efficacité. Dans l'article d'Obono Mba par exemple, l'un de ces moyens de déploiement de la science sur le terrain est présenté : les techniques de l'information et de la communication (TIC). Certes l'étude y relative concerne l'Ecole normale supérieure. Cependant elle peut valablement être étendue à toutes les structures d'enseignement du pays. Car le défi est de voir comment l'on s'en sert et surtout comment on les rentabilise pour une meilleure efficacité. Le tout étant au préalable de savoir ce que veut l'Etat, précisément le gouvernement.

Quels sont ses enjeux et ses perspectives, par exemple ? Dans cet élan, Rufin Didzambou questionne l'extrême rareté relative aux ouvrages d'histoire sur le Gabon au secondaire. Si cette réalité peut être expliquée en partie par la marginalisation de l'histoire du Gabon dans les programmes officiels du secondaire, le chercheur gabonais estime que la situation peut être revue. A preuve, ce mot de Séverin Emame Mba, enseignant de didactique d'histoire-géographie à l'Ecole normale supérieure qu'il cite : « Nous avons l'expertise : l'encadrement des mémoires de nos étudiants ainsi que nos travaux de recherche font foi. Nous pouvons donc, individuellement ou collectivement, rédiger des manuels pour nos élèves. Nous n'avons pas besoin d'attendre une autorisation quelconque. »

L'esprit des autres articles, tous rigoureusement conduits, est à peu près le même. Au plaisir de la satisfaction des questions qu'on se pose généralement sur l'effectivité de la recherche au Gabon. L'assurance d'une réalité, simplement.



Photo : F. M. MOMBO

RN

Tenue vestimentaire des candidats

Quand jupes et robes prennent de la longueur

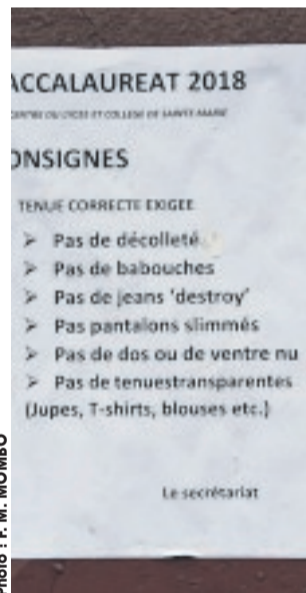


Photo : F. M. MOMBO

Le code vestimentaire requis pour les candidats placardé devant chaque centre d'examen a fait son effet.

AJT

Libreville/Gabon



Photo : AJT

Surprise : les tenues des filles ont pris de la longueur.

les organisateurs du baccalauréat. Lesquelles consignes, placardées à l'entrée de chaque centre d'examen, requièrent des tenues décentes. "J'ai cru que c'était une tendance. Toutes les filles sont décemment vêtues. Presque

la même taille de robe, en dessous des genoux, ample et pas d'extravagance. On se croirait dans les années 2000. Vive le Bac !", s'exclamait un passant hier, à la vue de ce spectacle, au lycée technique national Omar Bongo d'Owendo.

Précision

Réagissant au compte rendu de la sortie officielle de l'association "SOS AVC" paru dans notre édition du mardi 3 juillet courant (page 7), les responsables de cette Ong gabonaise investie dans la prévention et la lutte contre les attaques cérébrales (AVC) ont apporté la précision suivante : la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) était, à travers son département social, le FASS (Fonds d'actions sociales et sanitaires), le sponsor officiel de cette première sortie publique. La Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs) demeurant un partenaire de la structure.